

## Du bon air la campagne à l'air putride d'une ville insalubre... ? Santé, maladies et médecins à Gentilly au XIXe siècle

Il est bien loin, le temps où les médecins parisiens recommandaient à leurs patients fragiles et pâlots d'aller respirer le bon air de Gentilly et de profiter du bon lait des vaches de cette campagne salubre... Avec les progrès de l'industrialisation et l'accueil presque forcé d'activités polluantes rejetées par Paris, Gentilly prend place au rang des banlieues insalubres. Entre les « cloaques infects » de certaines rues, la Bièvre corrompue, les fabriques de produits chimiques et de noir animal, le puisard de Bicêtre et des conditions générales de vie, de logement et d'hygiène souvent très sommaires et aggravées par un afflux de population sans précédent, la situation sanitaire se dégrade, en particulier à partir du milieu des années 1830.

Dès lors, le développement de certaines maladies, pathologies et épidémies est de plus en plus imputé aux caractéristiques de la vie urbaine. La ville moderne, caractérisée par l'entassement et la concentration de sa population et par ses activités industrielles, favoriserait l'apparition des « miasmes » et donc des maladies. Au premier rang de ces maux, figure le choléra dont les épidémies de 1832, 1849 et 1854 n'ont pas épargné Gentilly. Mais la tuberculose et les maladies vénériennes sont elles aussi étroitement liées, dans l'imaginaire et dans la réalité, à la vie urbaine. Pour nombre de théoriciens hygiénistes, de médecins, d'observateurs sociaux et de moralistes, si la ville ruine la santé, elle favorise également la dégénérescence morale et ses multiples visages : prostitution, criminalité, alcoolisme, voire même faiblesse de caractère.

Au cours du XIXe siècle, la lutte contre l'insalubrité s'affirme comme une nécessité mais reste un défi. Avec les moyens dont elle dispose, Gentilly se bat tant bien que mal pour la santé de ses habitants. A l'époque, les secours reposent pour une large part sur l'intervention d'institutions charitables ; le recours au médecin et l'accès aux soins restent un luxe ; les remèdes de grand-mère sont souvent les seuls disponibles. Cependant, la conscience accrue de la dimension sociale des questions de santé et d'hygiène fait progressivement passer la salubrité publique au rang des priorités. Les champs d'action sont très larges et concernent à la fois le domaine médical (prévenir et soigner, progrès scientifiques) mais aussi social (éducation à l'hygiène, secours aux plus démunis, amélioration des logements, etc.) et urbain (modernisation des rues et des réseaux d'eau et d'égout...). Cependant les progrès restent limités : Les photos des bicoques et des taudis de la zone et des cheminées d'usines de la première moitié du XXe siècle en témoignent.

### Gentilly du village « sain » à la banlieue insalubre

Au début du 19<sup>e</sup> siècle et encore dans les années 1830, Gentilly, comme la plupart des communes de banlieue, est une commune rurale dont presque toutes les descriptions évoquent le caractère charmant, agréable et bucolique. Gentilly « était pour les parisiens le but fréquent de leurs promenades champêtres ». <sup>1</sup> La Glacière était de l'avis de Victor Hugo, qui séjourna à Gentilly entre mai et juin 1822, « une des régions les plus aimables de la banlieue parisienne. » <sup>2</sup> Les médecins recommandaient même le séjour à Gentilly où l'air était pur et le lait, fourni par des « vaches d'une rare beauté », une « substance alimentaire (...) pure de tout mélange ». <sup>3</sup> Encore en 1847, le territoire de la commune de Gentilly « est presque tout en labour et en prairies » et « les habitants des quartiers voisins s'y rendent l'été, pour y jouir des agréments de la campagne (...) » <sup>4</sup> Par ses prés verdoyants et ses grandes étendues encore vides de constructions, par son activité agricole, maraîchère et horticole, par son air encore pur, ses paysages et sa Bièvre jolie et aérée, Gentilly apparaît donc comme un lieu de séjour à la fois agréable et sain.

Mais à partir du milieu des années 1830, l'essor démographique sans précédent et l'industrialisation modifient considérablement les conditions de vie et de travail, les paysages et

<sup>1</sup> *Etat des communes à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, Gentilly, notice historique et renseignements administratifs*, publié sous les auspices du Conseil Général, Département de la Seine, 1906, p. 8.

<sup>2</sup> *Etat des communes à la fin du 19<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, 1906, p.21.

<sup>3</sup> RICHARD et E.M. DE SAINT-HILAIRE, *Guide du voyageur aux environs de Paris*, 1847, p.228.

<sup>4</sup> RICHARD et E.M. DE SAINT-HILAIRE, *op. cit.*, 1847, p.228.

l'environnement. Industriels et fabricants préfèrent souvent s'installer en banlieue où ils bénéficient d'espaces plus vastes et de droits d'octroi moins élevés ; par ailleurs, une législation de plus en plus contraignante, dont l'un des textes clés est le décret impérial du 15 octobre 1810 sur les « établissements classés », pousse les industries parisiennes, surtout les plus polluantes, à sortir de Paris. Pour des raisons politiques, sociales, sanitaires et esthétiques, les autorités ont cherché à éloigner de la capitale ces fabriques et usines et les ouvriers qui y travaillent. La révolution de 1848 et la peur qu'elle suscite dans les milieux dirigeants ne font que conforter ce mouvement même si une partie de la bourgeoisie refuse de voir Paris devenir une capitale résidentielle privée des fleurons de l'industrie.<sup>5</sup> Sous le Second Empire, la politique de Napoléon III et d'Hausmann conduit bien à expatrier les industries insalubres et les plus grosses fabriques en banlieue tout en favorisant le maintien des activités de petite industrie et d'artisanat.<sup>6</sup>



Tanneurs, mégissiers et teinturiers sur la Bièvre, rue Edmond Gondinet, Eugène Atget, 1890.

En 1837, Gentilly compte déjà de nombreux établissements industriels d'une « utilité incontestable, aussi bien pour l'ouvrier qu'ils emploient que pour le riche qui en profite »<sup>7</sup> mais dont le caractère polluant est lui aussi indéniable : mégisseries, fabriques de noir animal, papeteries, fabrique de capsules de poudre fulminante, etc., sans compter les nombreux tanneurs et blanchisseurs qui rejettent dans la Bièvre leurs eaux usées... A partir des archives communales et départementales, on recense au moins 94 demandes d'installation d'établissements insalubres à Gentilly entre 1816 et 1878 pour des fabriques d'acide, de phosphore, de savon, d'encre, de noir animal, des fonderies de suif, etc. En général, les habitants ne manifestent aucune opposition lors des enquêtes de « comodo et incommodo »<sup>8</sup> mais ce silence doit plus à la résignation qu'à l'acceptation enthousiaste. A plusieurs reprises cependant, il est

arrivé que les riverains protestent, comme dans le cas de la fabrique de noir animal de Capdeville installée avant 1831. Après plusieurs démarches restées vaines, 80 habitants de la Glacière rédigent une pétition contre la fabrique pour en demander la suppression au Préfet de la Seine.<sup>9</sup> Les experts commissionnés pour l'enquête ont constaté que les activités de Capdeville présentaient de graves inconvénients pour la santé (odeurs insupportables, corruption du sol et des eaux de la Bièvre) mais dans les années 1840 et 1850, la fabrique est toujours en activité. Il est arrivé qu'au terme des enquêtes préalables, l'installation de certains établissements soit refusée : ce fut le cas dans les années 1830, par exemple, pour une raffinerie de sels de morue, ou en 1832 et 1843 pour deux fabriques d'eau de javelle. Mais beaucoup de fabriques et d'ateliers s'installent sans autorisation et « chacun sait que beaucoup d'établissements semblables à celui du Sieur Capdeville sont aux portes de Paris et qu'ils infectent l'atmosphère de ses environs ».<sup>10</sup>

La Bièvre a particulièrement souffert de cette situation. Au milieu du XIXe siècle, la rivière est un véritable égout à ciel ouvert, un danger pour la santé publique. Après des opérations d'assainissement et de canalisation entrepris à Paris dès 1826, les travaux se succèdent pour enterrer la Bièvre. En 1868, est construit un grand collecteur à la hauteur de la rue Geoffroy-Saint-Hilalire ; dix ans plus tard, la rivière morte est enterrée ; la rivière vive sera supprimée par le passage d'un collecteur rue de la Colonie et asséchée à la Poterne des Peupliers. En 1900, il ne reste que 1363 mètres de Bièvre à l'air libre dans Paris et la rivière est canalisée à Gentilly.

Dans ce contexte, Gentilly perd sa qualité de lieu de séjour revigorant et voit se développer les « pathologies de la ville ».

### **La ville croqueuse d'hommes : miasmes, épidémies et dégradation morale**

<sup>5</sup> Jeanne GAILLARD, *Paris, la ville, 1852-1870*, 1997, p.49.

<sup>6</sup> Voir également à ce sujet Jacques GIRAULT, *Ouvriers en banlieue, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles*, 1998, p.42.

<sup>7</sup> LEBLANC DE FERRIERE, *Annuaire...*, 1837, p.239.

<sup>8</sup> Ces enquêtes sont réalisées auprès des propriétaires et habitants riverains pour recueillir les avis sur les nuisances occasionnées par l'installation éventuelle de l'établissement demandé.

<sup>9</sup> Observations des habitants de La Glacière contre le Sieur Capdeville, 25 octobre 1831, AD du Val-de-Marne, Dévolution, carton DM5 10/3.

<sup>10</sup> Observations des habitants de La Glacière contre le Sieur Capdeville, 25 octobre 1831, AD du Val-de-Marne, Dévolution, carton DM5 10/3.

De nombreuses enquêtes réalisées au XIXe siècle et patronnées notamment par la Société royale de médecine ont abouti à un consensus sur la localisation géographique de endémies et des épidémies qu'on trouve bien illustré dans la *Topographie médicale de Paris* de Lachaise en 1822 : l'état sanitaire des quartiers de la capitale serait en rapport direct avec leur densité. D'autres enquêteurs ont étudié les conditions de vie et de santé des ouvriers de l'industrie. La plus connue est sans doute celle du Docteur Louis-René Villermé publiée en 1840 sous le titre *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*.<sup>11</sup> Les villes modernes, où une population trop nombreuse se concentre dans des logements exigus et malpropres, où les industries insalubres se développent et où les conditions générales d'hygiène sont déplorable, favoriseraient le développement des « miasmes » et les maladies physiques<sup>12</sup>

Parmi ces maux figure en première place le choléra. Cette maladie a particulièrement retenu l'attention des historiens, notamment celle de Patrice Bourdelais qui y a consacré plusieurs ouvrages dont *Une peur bleue, histoire du choléra en France*<sup>13</sup> et *Visages du choléra*<sup>14</sup>. La première grande épidémie en France date de 1832 et n'a pas épargné Gentilly : 203 personnes sont atteintes ; à la Glacière et la Maison Blanche, la maladie touche surtout les femmes blanchisseuses, en fréquent contact avec l'eau de la Bièvre. En revanche, les tanneurs, corroyeurs et mégissiers sont peu touchés. La maladie réapparaît en 1849 et 1854. La tuberculose, qui semble plus étroitement associée au développement urbain et à l'industrialisation, est l'autre grand mal du XIXe siècle industriel. Les maladies vénériennes comme la syphilis ou la petite vérole continuent leur ravages et Gentilly, avec une prostitution largement développée en particulier aux Barrières mais pas seulement, est également touchée. Le typhus et la diphtérie, la dysenterie et des maladies comme la rougeole, la coqueluche et la scarlatine, qui déciment les nourrissons, complètent une liste qui n'en finit pas...



Personne ne se douta que l'eau était empoisonnée.

<http://www.dark->

S'ajoutent encore à ce tableau les dégradations morales qu'on suppose directement produites par les conditions de la vie urbaine et l'industrialisation. L'ivrognerie des ouvriers est particulièrement pointée du doigt et la présence de très nombreux marchands de vin à Gentilly tend à confirmer, aux yeux des observateurs critiques de l'époque, l'influence néfaste de la ville sur les habitudes. La prostitution serait elle aussi un mal des villes et les autorités sanitaires s'efforcent de veiller au maintien d'un minimum d'hygiène, notamment par la délivrance de cartes sanitaires aux prostituées légales qu'on qualifiera désormais d' « encartées ». A partir de 1849, les prostituées ont l'obligation de s'inscrire au Registre de la police des mœurs, ce qui permet une plus grande surveillance mais les nombreuses prostituées « libres » ne sont pas soumises à ces contrôles.

Face à ces maux, que faire ? L'ouvrage de Sabine Barles intitulé *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIIIe-XIXe siècles*<sup>15</sup> a montré la mise en place d'efforts conjugués des autorités médicales, des ingénieurs, des architectes et des autorités locales et départementales pour tenter de « soigner » ces villes malades au XIXe siècle même si les progrès restent longs et difficiles

**Au chevet de Gentilly et des gentilléens : prévenir et soigner ; moderniser et assainir.**

<sup>11</sup> Dr Louis-René VILLERME, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, 1840. L'ouvrage a été publié aux éditions La Découverte sous le titre *Tableaux de l'état physique et moral des salariés en France*, Paris, 1986, 238p.

<sup>12</sup> Voir notamment à propos des miasmes les ouvrages suivants : Alain CORBIN, *Le miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social, XVIIIe-XIXe siècles*, Aubier, Paris, 1982 rééd. Champ Flammarion, Paris, 1986 ; Jean THEODORIDES, *Des miasmes aux virus. Histoire des maladies infectieuses*. éd. Louis Pariente, Paris, 1991 ; rééd. Médicalis, Paris, 2007, 378p.

<sup>13</sup> Patrice BOURDELAIS, *Une peur bleue, Histoire du choléra en France*, Paris, Payot, 1987, 310 p. (en coll. avec J.-Y. Raulot).

<sup>14</sup> Patrice BOURDELAIS, *Visages du choléra*, Paris, Belin, 1987, 168 p. (en coll avec A. Dodin)

<sup>15</sup> Sabine BARLES, *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain, XVIIIe-XXe siècles*, Champ Vallon, Paris, 1999, 375 pages.

A Gentilly, le bureau de bienfaisance distribue des secours aux indigents dûment inscrits (essentiellement du pain et du bois de chauffage lorsque la température descend au-dessous de zéro). Lors de l'épidémie de choléra de 1832, les médecins du bureau examinent et soignent gratuitement les victimes indigentes et une quête est organisée pour « les pauvres malades du choléra ». La commune accepte l'aide des Sœurs de la Charité qui proposent en 1858 de distribuer gratuitement des médicaments aux pauvres de la Maison Blanche moyennant une subvention de 500 francs. Au fil du siècle, le nombre des médecins, pharmaciens, officiers de santé et sages-femmes augmente. De 1840 à 1843, les états de situation ne mentionnent qu'un seul pharmacien à Gentilly et un seul herboriste. En 1847, la commune compte déjà trois pharmaciens, un herboriste et cinq médecins. Dix ans plus tard, un document détaillé indique la présence de trois pharmaciens, cinq médecins et un officier de santé, sept herboristes et quatre sages-femmes tous installés dans les hameaux : la moitié à la barrière d'Italie ou sur la route de Fontainebleau, les autres à la Glacière et dans la Butte-aux-Cailles.<sup>16</sup> A partir des années 1880-1890, un tournant est pris avec la révolution pasteurienne avec des règles d'hygiène et d'antisepsie qui commencent à s'imposer d'abord dans les hôpitaux puis se diffusent dans la société.



Le médecin de village. Bibliothèque nationale de médecine, anmpx03x0178.

Si Gentilly accueille sur son territoire l'hospice de Bicêtre, celui-ci n'a pas au XIXe siècle les mêmes fonctions qu'un hôpital d'aujourd'hui. L'hospice est d'abord un lieu d'accueil et de séjour pour les indigents, les vieillards, les infirmes et les « aliénés ». En 1817, il comporte 2200 lits pour les « bons pauvres » d'une part et les « infirmes, paralytiques et cancéreux » d'autre part. En 1821, on y accueille 3069 indigents et la prison compte 876 prisonniers. A la même époque, une maison de santé héberge 31 malades. En 1856, le recensement fait état de 1537 personnes à l'Hospice et de 879 à l'asile d'aliénés. Les conditions d'hygiène déplorables font de l'Hospice un repoussoir ; les odeurs, signe extérieur le plus évident, à l'époque, de l'insalubrité et de la malpropreté, sont infectes. Encore au début du XXe siècle, l'hygiène fait cruellement défaut. « Pas de lavabo pour la toilette, pas de serviette pour s'essuyer, des latrines infectes par suite de l'absence complète d'eau à tous les étages supérieurs » constate un rapport de 1900. A cette date, il n'existe pas encore de tout-à-l'égout ; les canalisations d'eau ne seront posées qu'en 1904. Tout au long du siècle, le médecin est un personnage essentiel de l'institution. Pinel, premier médecin permanent de l'Hospice, est nommé en septembre 1793. En 1814, 14 internes exercent à Bicêtre et en 1812, l'Hospice et l'asile sont confiés à 2 puis 4 médecins (1830) aux attributions distinctes : aliénés pour les uns ; infirmes et indigents pour les autres.

La lutte contre l'insalubrité amène la commune à se pencher sur d'autres domaines. Concernant la Bièvre, la législation s'est étoffée et la Préfecture de la Seine a tenté de réglementer les rejets de déchets et d'eaux usées mais la situation ne s'est pas améliorée et la position des principaux concernés, industriels et artisans, est souvent contraire à celle des autorités. En 1884, la Préfecture décide d'obliger les riverains à effectuer des branchements sur les égouts mais les résistances locales sont fortes et les tanneurs de Gentilly refusent les travaux, persuadés que les eaux qu'ils rejettent ne sont en aucun cas nuisibles...<sup>17</sup> Pourtant les riverains réclament depuis longtemps la couverture de ce cloaque. Dès 1826, des opérations d'assainissement et de canalisation sont entreprises à Paris ; en 1868, un grand collecteur est construit à la hauteur de la rue Geoffroy-Saint-Hilair ; dix ans plus tard, la rivière morte est enterrée. La rivière vive sera supprimée par le passage d'un collecteur rue de la Colonie et asséché au niveau de la Poterne des Peupliers. En 1900, il ne reste que 1363 mètres de Bièvre à l'air libre et la rivière est canalisée à Gentilly.

<sup>16</sup> Statistiques médicales de Gentilly, Archives départementales du Val-de-Marne, Dévolution, Gentilly, série DM5, santé publique, carton 10/3 (cote DM5 10/3). Voir document en annexe.

<sup>17</sup> Voir la plaquette de la SHG réalisée par Madeleine FERNANDEZ-LEVEAU sur les *Métiers d'hier, professions d'aujourd'hui*, janvier 1993.

L'autre grand chantier réside dans la lutte contre l'habitat insalubre. Tout au long du siècle, l'accroissement démographique et les initiatives privées de lotissement sauvage ont conduit à la multiplication de logements malpropres et de véritables taudis. Encore dans les années 1920, le constat est alarmant. Mais les marges de manœuvre de la commune dans ce domaine restent, au XIXe siècle, limitées ; l'action publique se cantonne à l'espace public et l'intérieur des habitations reste dans une très large part hors de portée : « L'urbanisme de l'époque privilégie la rue plutôt que la maison... ».<sup>18</sup> Lorsque la législation tente d'imposer des règles de construction, son application reste aléatoire. Ainsi, une loi d'avril 1850 invitait les municipalités à combattre les taudis mais seules quelques villes passeront à l'action ; les enquêtes de 1857, 1864 et 1869 montrent l'échec de cette initiative. Dans les années 1880, le thème du « pourrissoir urbain » reparaît avec force dans le sillage de Frédéric Le Play et de La Réforme Sociale avant d'être repris au tournant du siècle par le Docteur Bertillon et les hygiénistes. A Gentilly, les baraques de la zone constituent le cas archétypique de cet état de fait ; quant au quartier de la Butte aux Cailles, anciennement gentilléen, le journaliste russe Petr Petrov la décrit en 1878 comme une « bosse nue et blanchâtre couverte de misérables taudis faits de rebus et de crasse, construits de guingois, penchés, entassés, appuyés les uns sur les autres comme des ivrognes pour s'aider ou du moins tomber ensemble ». <sup>19</sup> Et en 1914, le maire de Gentilly explique, lors d'une enquête nationale sur l'état de l'habitation en France : « les logements sont en nombre insuffisant et il n'existe pour ainsi dire pas de locaux vacants. Les petits logements, en général, se trouvent dans de vieilles bâtisses malpropres ne répondant à aucun règlement d'hygiène et manquant de canalisations réglementaires. ».<sup>20</sup>

## Conclusion :

Au final, le XIXe siècle a été pour Gentilly, comme pour beaucoup d'autres villes, un siècle de mutations : le petit village sain s'est progressivement mué en banlieue insalubre, accueillant en un temps record des activités polluantes et une population trop nombreuse pour une commune mal préparée à l'accueillir. Prise de court, Gentilly a subi une dégradation des conditions générales d'hygiène et de salubrité mais le XIXe siècle a également vu la naissance, en lien direct avec ces évolutions, d'une conception plus sociale de la santé : l'hygiène devient un enjeu public majeur et la lutte contre l'insalubrité sous toutes ses formes – industries, déchets, eaux usées, logement, émanations chimiques, etc. – devient une nécessité ressentie par tous.

Les progrès réalisés en matière de réglementation et de normes dans le domaine du logement, de la voirie et de l'implantation des établissements industriels, les avancées des sciences médicales et leur diffusion progressive dans la société, la prise de conscience et l'éducation à l'hygiène y compris à l'école, et une sensibilité croissante aux questions environnementales qui ont considérablement notre « seuil de tolérance » aux nuisances ont progressivement permis de limiter les effets les plus néfastes de l'industrialisation et de la croissance urbaine en matière de salubrité et de santé... pour le plus grand bien des Gentilléens !

---

<sup>18</sup> Maurice AGULHON (dir), Françoise CHOAY, Maurice CRUBELLIER, Yves LEQUIN, Marcel RONCAYOLO, *Histoire de la France urbaine*, tome 4, *La ville de l'âge industriel, le cycle haussmannien*, 4<sup>ème</sup> partie rédigée par Yves Lequin, « Les citadins et leur vie quotidienne », chapitre 1<sup>er</sup>, « Anciens et nouveaux citadins », p.336, Seuil, Point Histoire, Paris, 1998 (1983 1<sup>ère</sup> édition)

<sup>19</sup> Petr PETROV, *Les chiffonniers de la Butte-aux-Cailles*, texte de 1875, 1983, pp. 7-8.

<sup>20</sup> Voir la plaquette SHG réalisée par Madelaine FERNANDEZ-LEVEAU sur *La Ville en marche, l'habitat gentilléen depuis le XVIIIe siècle*, novembre 1987.